

GIBAND, David (2006) *Géographie sociale des États-Unis*. Paris, Ellipses, 150 p. (ISBN 2-7298-2988-9)

Hélène Harter

Volume 51, numéro 144, décembre 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017631ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017631ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

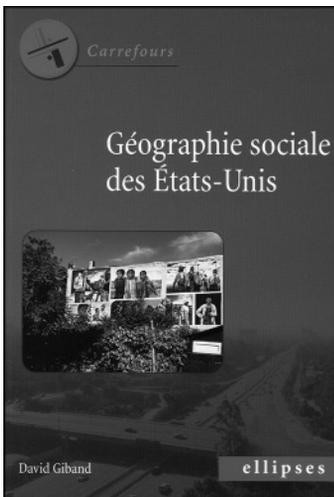
[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Harter, H. (2007). Compte rendu de [GIBAND, David (2006) *Géographie sociale des États-Unis*. Paris, Ellipses, 150 p. (ISBN 2-7298-2988-9)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 51(144), 450–451. <https://doi.org/10.7202/017631ar>

Les auteurs de cet ouvrage n'évaluent pas les critiques énoncées habituellement à l'égard de la recherche-action. Au contraire, ils cherchent à y répondre. Une des principales critiques est la remise en cause de l'objectivité du chercheur, en raison de son engagement dans une cause. Afin de préserver la qualité scientifique de la recherche, les auteurs proposent une mise à distance qui peut s'effectuer par une solide réflexion théorique et épistémologique préalable. Bref, cet ouvrage pose des questions fondamentales liées à la pratique de la recherche-action.

Martine Freedman
Université Laval



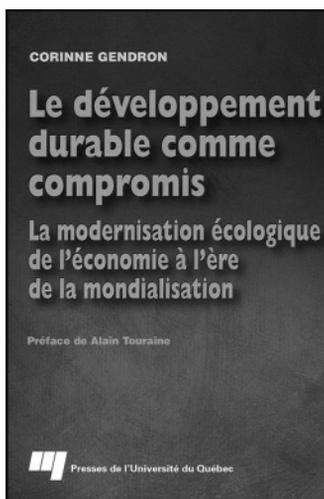
GIBAND, David (2006) *Géographie sociale des États-Unis*. Paris, Ellipses, 150 p. (ISBN 2-7298-2988-9)

Ce manuel traite de la question sociale aux États-Unis sous l'angle de la géographie sociale. Il s'interroge sur l'impact sociospatial des réformes du *welfare* qui cherchent depuis 1996 à réintégrer les pauvres assistés par l'État sur le marché du travail (*workfare*). Le désengagement de l'État fédéral des questions sociales s'accélère sous l'administration Bush. Giband montre que ce modèle néolibéral

aboutit à un creusement des inégalités sociales et spatiales même durant les périodes de croissance économique (cf. les *working poor*) et provoque un renouvellement des inégalités spatiales aux échelles nationale, régionale et locale. La pauvreté demeure dans les quartiers centraux des villes. Elle augmente dans l'intérieur rural états-unien qui souffre, comme les *inner cities*, de son éloignement des bassins d'emploi dynamiques. Enfin, l'auteur met en évidence un phénomène encore peu analysé : l'augmentation de la pauvreté dans les banlieues (elle concernerait environ 8% de la population). Il l'associe à l'installation en banlieue de nouvelles populations (Blancs aux revenus modestes fuyant les centre-villes, immigrants occupant des emplois de service peu qualifiés), mais également à l'*insécurité sociale*. Celle-ci, explique l'auteur, touche les États-Uniens des classes moyennes et de la *working class* fragilisés par la mondialisation et la délocalisation des emplois industriels bien payés, un fort endettement immobilier, l'augmentation des coûts de santé et les incertitudes liées au financement des retraites. Face à cette situation, les États-Uniens font des choix territoriaux dictés notamment par la qualité de l'enseignement public et le degré de sécurité. L'entre-soi social est privilégié au détriment de l'intérêt général (cf. le mouvement *Not in My BackYard*, la privatisation des modes de gouvernance à l'œuvre dans les *gated communities*). Les populations, réticentes à financer des politiques sociales, mettent en concurrence les services fournis par les autorités locales, et notamment la pression fiscale. La régulation des questions sociales se fait au niveau local dans ce pays décentralisé où la forte fragmentation institutionnelle se maintient au nom du *libre marché de gouvernements*. On est loin des politiques sociales fédérales ambitieuses des années 1960, telle la Guerre contre la pauvreté. Le désengagement de l'État fédéral aboutit à une nouvelle géographie du pouvoir. Il renforce les États fédérés au détriment des villes centres qui concentrent la pauvreté et dont le poids démographique et électoral décroît au sein des aires métropolitaines. L'ouvrage permet

de mettre en lumière un acteur généralement peu étudié de la vie politique: l'État fédéré. Les idées sont illustrées par de nombreuses cartes, graphiques et tableaux établis à partir des données du recensement. On peut cependant regretter une vision de la société états-unienne qui se limite au seul angle des inégalités. Les questions sociales, telles que la santé, le vieillissement de la population, la justice et la criminalité, sont en outre peu abordées. Le titre est en fait trop général par rapport au propos. Ceci dit, c'est un ouvrage qui synthétise utilement les apports des chercheurs états-unien et français (notamment ceux de la géographe Cynthia Ghorra-Gobin) sur la pauvreté, son traitement politique et son impact spatial aux États-Unis.

Hélène Harter
Université Paris I Panthéon-Sorbonne



GENDRON, Corinne (2006) *Le développement durable comme compromis. La modernisation écologique de l'économie à l'ère de la mondialisation*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 274 p. (ISBN 2-7605-1412-9)

Dans quelques décennies, la survie de la planète dépendra de la prise en compte des valeurs environnementales mises en œuvre dans le cadre de politiques dites de

développement durable. Partant de ce postulat, Corinne Gendron pose en principe la nécessaire intégration de l'écologie dans le système économique, ce qui suppose la promotion de nouvelles relations sociales.

Si l'affirmation de ces principes est simple, la démonstration en est ardue, d'autant que l'auteure a fait preuve d'une grande rigueur dans la mise en œuvre d'un propos binaire. D'une part, comment dégager une théorie socioéconomique englobant la problématique environnementale traduite en termes de développement durable? D'autre part, comment trouver un compromis social qui permette la mise en œuvre d'une économie basée sur le développement durable précédemment défini.

Cette démarche constructive est soutenue par la présentation et la critique des théories contemporaines. L'ennui est que ces théories sont nombreuses, que leurs fondements sont souvent contradictoires et qu'elles font parfois appel à des concepts abscons pour le non-initié. La lecture de cet ouvrage dense s'avère donc parfois ardue, mais il faut reconnaître à Corinne Gendron le grand mérite d'un exposé solidement charpenté qui ne rebutera pas les lecteurs motivés. Ressortent au premier chef, les limites des approches économiques, faute d'un cadre cognitif reliant les deux registres économique et écologiste. Le recours à un système régulateur s'impose donc et, au terme du recensement de multiples analyses dominées par les positions et propositions de Lipietz et de Touraine, une formule se dégage à travers la régulation ou le système de synapses reliant les trois instances décisionnelles correspondant aux registres politique, économique et associatif. Le problème est évidemment de savoir quels sont dans chacun de ces registres les acteurs susceptibles de collaborer à la mise en œuvre d'une politique et d'une action commune.

Pour répondre à cette question, Gendron, après avoir analysé le jeu des influences réciproques entre acteurs, focalise son étude sur les éléments les plus productifs, savoir

